

FAITS SAILLANTS

- Le Plan de réponse humanitaire de 2017 prévoit d'apporter une assistance humanitaire à 2,2 millions de personnes.
- Les Nations Unies restent mobilisées pour que la Centrafrique ne soit pas une crise oubliée
- La recrudescence de la violence en Centrafrique a fait plus de 70 000 nouveaux déplacés

CHIFFRES CLÉS

# de personnes déplacées	434 174
# de réfugiés centrafricains	466 000
Population ayant besoin d'une aide humanitaire.	2,3 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	2,5 M

FINANCEMENT

531.5 millions

Fonds requis (USD) pour le Plan de réponse humanitaire 2016

36,2% ont déjà été mobilisés en décembre 2016



©OCHA. Yaye N. SENE

Au sommaire

- Message du Coordonnateur humanitaire P.1
- Les Nations Unies renforcent le plaidoyer autour de la Centrafrique P.2
- Nouveaux déplacements en Centrafrique P.3
- Les défis à la protection des civils P.4

Message du Coordonnateur humanitaire

Fabrizio Hochschild

“Faire du rêve des Centrafricains une réalité”

L'année 2016 a ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire de la République centrafricaine. L'avènement d'autorités et d'institutions démocratiquement élues en République Centrafrique (RCA), mettant fin à la transition, a suscité un immense espoir. C'est pour nous tous, le signe que le dos est tourné au conflit politique et militaire qui a agité le pays entre 2013 et 2015. Cette dernière avait donné naissance à une crise humanitaire aiguë avec 2,7 millions de personnes dans le besoin sur une population totale estimée à 4,6 millions.

Avec le retour à la légalité constitutionnelle, la Centrafrique a bénéficié d'un regain de confiance et la situation humanitaire a renoué avec des tendances positives dans la première partie de l'année. En effet, le nombre de déplacés est passé de 435 165 en janvier à 384 884 en septembre à la faveur d'une amélioration de la situation sécuritaire. Le reste de l'année a vu le nombre de déplacés augmenter à nouveau en raison d'une nouvelle dégradation de la sécurité dans plusieurs préfectures. Cependant, là où cela a été possible, des efforts ont été entrepris en vue de faciliter et d'encourager un retour sécurisé et dans la dignité. A cet égard, l'engagement des autorités nationales, avec l'appui des partenaires humanitaires, a permis de démarrer la première phase de retour des déplacés du site de M'Poko, situé à la limite de l'aéroport international de Bangui. Il abrite aujourd'hui 28 000 personnes contre plus 100 000 au pire de la crise en janvier 2014.

L'année 2016 tire à sa fin et le bilan de l'action humanitaire est source d'espoir même si le financement n'a jamais été aussi faible pour la Centrafrique. Seulement 36% du Plan de réponse humanitaire de 531,5 millions de dollars a été sécurisé. Je salue la contribution des acteurs humanitaires qui nous a permis de fournir une assistance à plus de 385 750 personnes déplacées malgré les contraintes logistiques et les défis liés à l'insécurité. Grâce à leur dévouement pour sauver des vies, plus de 1,5 millions de Centrafricains ont bénéficié d'une assistance médicale. Le partenariat fort établi avec les autorités sanitaires centrafricaines a aussi été décisif pour contenir l'épidémie de choléra qui menaçait dangereusement de s'étendre à Bangui. Depuis novembre, aucun cas n'a été déclaré.

Conscient que l'avenir repose sur de jeunes générations bien formées, la famille humanitaire n'a ménagé aucun effort pour que 75% des écoles centrafricaines soient fonctionnelles contre 35% en 2014. Avec deux allocations standards de 9,2 et de 12,7 millions de dollars, le Fonds humanitaire, a permis de financer de nombreux projets de réponse d'urgence dans la santé, la protection, l'appui à l'Eau l'Hygiène et l'Assainissement et la sécurité alimentaire.

C'est avec la même force de conviction qu'une réponse appropriée a été apportée aux nouvelles crises humanitaires nées de la recrudescence de la violence dans plusieurs villes, notamment Kaga Bandoro, Bria, Bambari ou encore Kouï. Malgré une situation sécuritaire délétère qui a multiplié les zones sensibles, les humanitaires, même s'ils ont réduit leur présence à certains endroits, ont réussi à maintenir l'effectif nécessaire pour venir en aide aux populations vulnérables. Ceci me donne l'occasion de remercier chaleureusement les bailleurs dont les contributions nous ont permis d'accomplir notre mandat.

Si les bailleurs restent engagés auprès de la RCA, les besoins demeurent sous-financés alors que les priorités restent élevées. Le Plan de réponse humanitaire de 2017 qui s'élève à 400 millions de dollars compte apporter une aide à 1,6 million de personnes qui ont encore besoin d'une assistance humanitaire. A l'orée de l'année 2017, j'appelle les donateurs à placer la Centrafrique au centre de leurs grandes priorités. Oublier ou ignorer la situation humanitaire en RCA fait courir le risque de perdre les acquis si durement engrangés et aussi de retomber dans une crise humanitaire plus aiguë. Après le succès rencontré lors de la Conférence de Bruxelles avec une promesse de 2,28 milliards de dollars, il est impérieux de faire en sorte que les annonces de contributions se concrétisent et qu'elles aient dès 2017 un impact positif sur la vie des Centrafricains et des Centrafricaines. Cette nouvelle aube que nous appelons tous de nos vœux ne se matérialiser qu'avec l'apport de tous. Nous pouvons transformer le souhaitable en possible et faire du rêve des Centrafricains une réalité. Ce défi est à notre portée.

Le Plan de réponse humanitaire 2017 en quelques chiffres

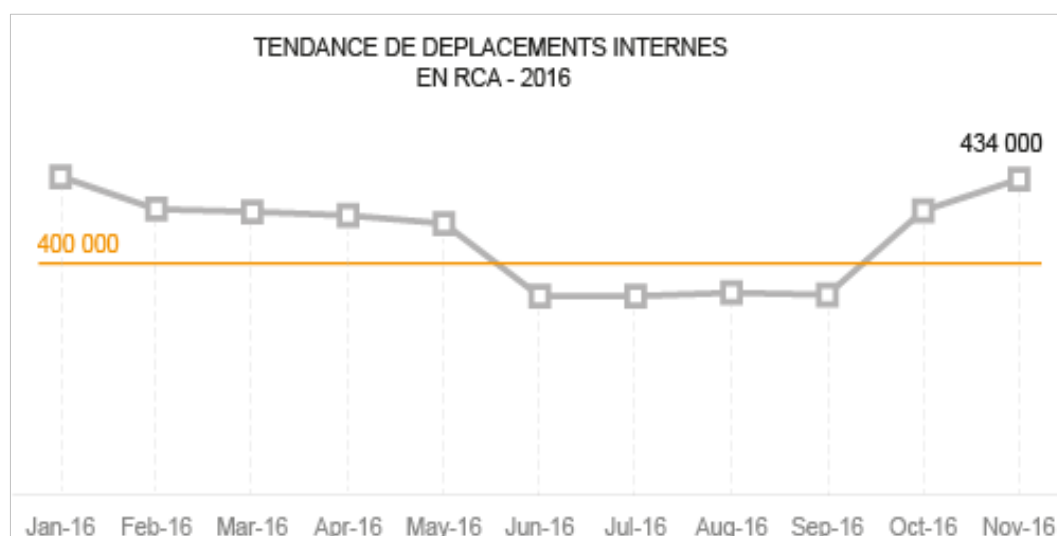


Nouvelles vagues de déplacement en Centrafrique

Plus de 70 000 nouveaux déplacés en RCA

De septembre à décembre 2016, plus de 70 000 nouveaux déplacés ont été enregistrés en République centrafricaine. Ce recul par rapport à la tendance à la baisse qui avait été constatée au courant du premier trimestre de 2016 est dû à la recrudescence de la violence dans plusieurs préfectures. En novembre 2016, la RCA comptait 434 174 personnes déplacées sur les sites et en familles d'accueil contre 391 433 au mois de juin 2016.

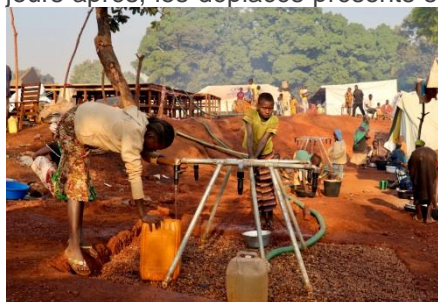
Les affrontements entre éléments armés génèrent de nouvelles vagues de déplacement forcé et par conséquent, de nouvelles crises humanitaires. Cet embrassement de l'hinterland intervient alors qu'en fin d'année les ressources financières sont plus maigres. Si les besoins ont tous été évalués, certains ont pu être couverts mais dans plusieurs domaines, ils restent entiers. Cet état de fait est préoccupant car apporter concomitamment une réponse aux besoins existants et aux nouveaux devient plus difficile. Bria a été le cas le plus édifiant suite aux déplacements causés par les affrontements entre éléments de groupes armés rivaux le 21 novembre 2016.



Source : CMP – Novembre 2016

L'aide d'urgence aux déplacés de Bria

La crise du 21 novembre à Bria a poussé 12 884 personnes à trouver refuge aux abords de la base de la Force internationale et dans des familles d'accueil à travers la ville. La réponse de la communauté humanitaire a été immédiate. Le 2 décembre, en partenariat avec l'ONG Espérance, le PAM a distribué des vivres aux personnes déplacées. Deux jours après, les déplacés présents sur le site de PK3 et au Quartier Mandé ont bénéficié



©OCHA. Boris Matous. Les installations EHA permettent aux déplacés du site de PK3 d'avoir accès à une eau propre à la consommation, Bria (15 décembre 2016)

d'une assistance en articles non-alimentaires (NFI).

Au 10 décembre, le HCR avait déjà procédé à l'organisation d'un nouveau site, mieux aménagé, destiné à accueillir les déplacés qui s'étaient regroupés spontanément autour de la base de la force internationale. Des abris pour les déplacés les plus vulnérables avaient été mis en place. En sus de cet effort, l'UNICEF (à travers l'ONG Espérance) a distribué 585 bâches pour la confection d'abris individuels.

Dans la même dynamique, OXFAM a mis en place un dispositif d'approvisionnement en eau sur le site avec une capacité de stockage de 35m³. Dans l'urgence, une soixantaine de latrines ainsi que 32 douches ont été aménagées. La réponse se poursuit pour couvrir tous les besoins en assainissement et approvisionnement en eau potable.

Les difficultés d'accès aux structures de santé ont pu être contournées grâce aux cliniques mobiles déployées par Médecins sans frontières et International Medical Corps (IMC) sur le site de déplacés de PK3 et à travers la ville. En effet, l'insécurité consécutive aux combats du 21 novembre empêche la circulation de certains habitants de Bria à travers la ville.

Pour réduire les risques de rupture scolaire, l'UNICEF et ses partenaires opérationnels envisagent de mettre en place 27 Espaces temporaires d'apprentissage et de protection de l'enfance (ETAPes) pour 3 970 enfants répartis sur plusieurs sites. En attendant, l'ONG Espérance, en partenariat avec l'UNICEF, a entrepris l'aménagement d'espaces amis des enfants sur le site de PK3 et dans les quartiers de Bria pour l'encadrement psychosocial des enfants.

La réponse humanitaire a bien entendu permis de sauver des vies, mais il subsiste plusieurs lacunes qui requièrent une réponse d'urgence, notamment en termes d'assistance alimentaires. Les rations alimentaires doivent être complétées et des articles non-alimentaires manquent encore. Aussi, les ressources dédiées à cette urgence ont été déviées des programmes réguliers auxquels il faudra tout de même s'atteler. La

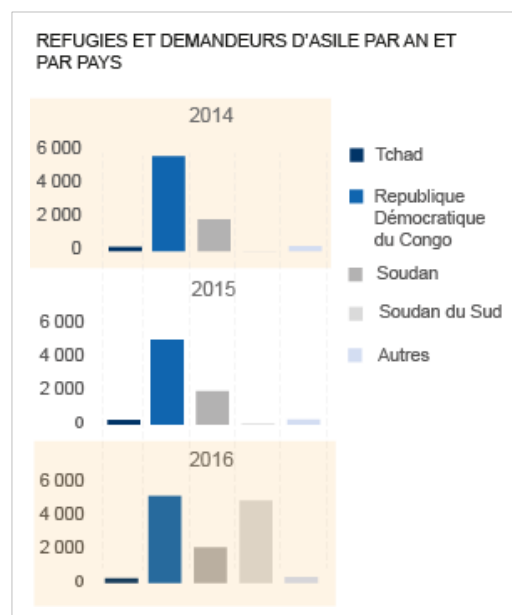
poursuite des affrontements entre hommes armés sur l'axe Ippy-Bria prive déjà les acteurs humanitaires d'intrants cruciaux. La perturbation du trafic sur cette route d'approvisionnement importante pour Bria, ajoutée à la montée de l'insécurité dans les axes périphériques de Bria depuis le combats du 21 novembre, laisse craindre aussi une pénurie en denrées de première nécessité sur les marchés locaux. Cela aurait de lourdes conséquences sur les conditions de vie déjà précaires de la population de Bria et des villages environnants.

Les défis à la protection des civils

Dans le cadre de la protection des civils en RCA, la Représentation du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) a élaboré, en 2016, une réponse axée sur 3 secteurs d'activités : la protection et l'assistance aux réfugiés ; le monitoring de protection ; la réponse aux besoins des personnes déplacées et l'appui à la réintégration des retournés et rapatriés.

La protection et l'assistance aux réfugiés

L'une des activités centrales du HCR a été la protection et l'assistance aux réfugiés et demandeurs d'asile vivant en RCA. De 7661 individus en début d'année, cette population a quasiment doublé (12918) en raison de l'afflux de ressortissants sud soudanais enregistré dans l'extrême Est du pays. Initialement accueillis à Bambouti, ces réfugiés, privés de toute forme d'aide en raison de l'inaccessibilité du camp, ont commencé à être relocalisés à Obo sur un site plus propice au développement de programmes standard d'assistance. Pour les autres catégories de réfugiés, le HCR s'est attaché à identifier les solutions durables les plus appropriées à leur profil. Enfin, qu'ils soient résidents de longue date ou nouvellement arrivés, tous les réfugiés ont commencé à être enregistrés dans une base de données biométriques et reçoivent une carte d'identité valable 5 ans. Parallèlement, le HCR a aussi développé sur la quasi-totalité du territoire des activités de monitoring de protection. Ce monitoring a ainsi permis la collecte d'informations multisectorielles dans les zones de retour des déplacés et des rapatriés spontanés qui furent ensuite mises à la disposition des acteurs humanitaires afin de coordonner leurs interventions. Ces informations ont également été utiles pour identifier les bénéficiaires du projet Réintégration du HCR principalement axé sur la réhabilitation d'abris individuels et d'infrastructures communautaires. De plus, des initiatives tendant à restaurer la cohésion sociale, incluant le règlement des litiges relatifs à l'occupation illicite de terres-biens-proprétés ont été entreprises. Enfin, conformément à son plan de réponse d'urgence, le HCR a aussi apporté une assistance en abris et NFIs aux victimes de déplacements ou, en sens inverse, à ceux qui souhaitaient regagner leur résidence d'origine. A Bangui, plus de 6.000 bénéficiaires de 14 sites ont ainsi été assistés.



Ces informations ont également été utiles pour identifier les bénéficiaires du projet Réintégration du HCR principalement axé sur la réhabilitation d'abris individuels et d'infrastructures communautaires. De plus, des initiatives tendant à restaurer la cohésion sociale, incluant le règlement des litiges relatifs à l'occupation illicite de terres-biens-proprétés ont été entreprises. Enfin, conformément à son plan de réponse d'urgence, le HCR a aussi apporté une assistance en abris et NFIs aux victimes de déplacements ou, en sens inverse, à ceux qui souhaitaient regagner leur résidence d'origine. A Bangui, plus de 6.000 bénéficiaires de 14 sites ont ainsi été assistés.

La réduction de l'espace humanitaire et l'exécution des programmes

Les principales limites aux activités du HCR se sont surtout concentrées autour des contraintes de sécurité et d'isolement de certaines parties du territoire. Les conflits qui éclatent en RCA réduisent la couverture d'intervention et l'accès aux populations affectées. Conjugué au déploiement encore partiel de l'autorité de l'Etat dans le pays, l'insécurité s'est traduite par des attaques sur les biens, les bureaux et le personnel de l'Organisation. Enfin, la présence d'individus armés ou d'armes dans les sites constitue également une menace pour l'exécution des activités humanitaires.

2017 en perspectives

En 2017, le HCR en RCA n'envisage pas de bouleversement majeur de ses programmes. Les déplacés seront encore le groupe de population le plus important en termes de planification d'intervention. Les réfugiés pourraient augmenter si le conflit au Sud Soudan et l'imbroglio politique en RDC perdurent. Enfin le processus de retour des réfugiés et des déplacés pourrait prendre de plus en plus d'ampleur. D'un point de vue opérationnel, le HCR poursuivra donc ses activités de monitoring et de réponse urgente aux crises sporadiques et développerait plus encore les initiatives planifiées dans sa stratégie de solutions durables.

«L'éducation c'est notre avenir, tous les enfants à l'école»

Le système scolaire: Etat des lieux

La rentrée scolaire 2016-2017 a eu lieu le 19 septembre dernier, elle a été accompagnée d'une campagne nationale, «l'éducation c'est notre avenir, tous les enfants à l'école», visant à encourager le retour des enfants à l'école. La reprise se fait progressivement, mais elle est encore freinée par de nombreux facteurs : l'insécurité persistante dans certaines régions, qui empêche, retarde ou interrompt les cours ; la lenteur du redéploiement des instituteurs dans leurs postes d'affectation.

Dans une dizaine de villes ou villages, des groupes armés ont soit occupé des bâtiments scolaires, soit installé des barrières à proximité de ceux-ci, ce qui constitue une violation du droit international et empêche les enfants d'aller en classe. Une partie des écoles ont été libérées et des négociations sont en cours pour parvenir à la libération des autres.

Le système scolaire centrafricain, qui manquait déjà de moyens avant la crise, a particulièrement souffert au cours des trois dernières années. Un tiers des enfants d'âge scolaire ne va pas à l'école.

Plus du tiers des écoles en République centrafricaine (36%) sont des structures provisoires, des paillotes ou de simples huttes. Il y a en moyenne un enseignant pour 91 élèves, et 42% des enseignants sont des "maîtres-parents", qui n'ont pas de qualification et qui sont payés par les membres de la communauté. Dans certaines régions, la proportion de "maîtres-parents" atteint 90%.

40 000 élèves scolarisés en 2016

Grâce à des financements de l'Union européenne et du Partenariat Mondial pour l'Education, l'UNICEF appuie le Ministère de l'Education Nationale pour le relèvement des services éducatifs de base. Ces programmes, mis en œuvre par des ONG partenaires (nationales et internationales) permettent de couvrir la quasi-totalité du territoire. Les activités principales réalisées en 2016 incluent la formation des enseignants (1 312 instituteurs et 1 518 maîtres-parents); la construction ou la réhabilitation de 144 écoles; la distribution de fournitures scolaires et de manuels pour près de 390 000 enfants et 6 000 enseignants; le renforcement des capacités du Ministère de l'Education dans les domaines de la planification, du management et de la gestion.

Dans le cadre de ses programmes d'Education en Urgence, l'UNICEF soutient les ETAPES (Espaces Temporaires d'Apprentissage et de Protection de l'Enfance) qui ont permis en 2016 de scolariser environ 40 000 enfants sur les sites de déplacés et dans les zones affectées par l'insécurité.



© UNICEF. Le Du. Une école bénéficiant du programme ETAPES dans le quartier de PK5 à Bangui

Afin de continuer à soutenir les politiques et la planification, l'UNICEF appuiera en 2017 l'élaboration du Rapport sur l'Etat du Système Educatif national (RESEN) et réalisera une

étude sur les enfants non scolarisés. Des activités telles que la formation des enseignants, la construction et la réhabilitation d'écoles et le renforcement des capacités vont continuer, grâce aux financements de l'Union européenne et du Partenariat Mondial pour l'Education. Enfin, l'UNICEF aidera à assurer le succès de la transition des enfants des ETAPes vers les écoles dans les régions où la sécurité se stabilise. Dans les zones où l'insécurité persiste, l'UNICEF continuera à assurer la scolarisation des enfants dans les ETAPes.

Recoudre le tissu social en Centrafrique

La médiation et la facilitation de dialogue dans les zones de conflit

La dernière crise politique et militaire en République centrafricaine a été emmaillée par des violences intercommunautaires et religieuses d'une intensité inégalée. Elles ont laissé de profondes déchirures dans le tissu social en divisant des communautés qui vivaient auparavant en harmonie malgré leurs différences ethniques et religieuses. La méfiance et la stigmatisation mutuelles ont ainsi remplacé les valeurs qui fondaient le vivre ensemble et la cohésion.

Après la crise, afin de recoudre le tissu social et amener les communautés à renouer avec les valeurs d'unité, OCHA a été sollicité pour intervenir en médiation et facilitation de dialogue communautaire. L'objectif est de contribuer à atténuer les tensions inter et extra-communautaires et à instaurer un cadre de dialogue permanent entre les communautés en vue du retour d'un environnement apaisé avec l'amélioration de la sécurité. Avec ces conditions nouvelles, l'accès des populations aux droits fondamentaux et le retour des réfugiés ainsi que des déplacés dans la sécurité et la dignité peuvent être envisagés.

A ce jour, les activités de médiation et de facilitation du dialogue ont été menées à Boda, Dékoa, Berberati, Carnot, Boulata (3^e arrondissement de Bangui) et Boeing (commune de Bimbo). Elles seront bientôt lancées à Kaga Bandoro, à Bambari, à Kouango et à Bouar étant donné la résurgence de la violence constatée depuis septembre 2016 dans ces villes. La problématique Logement, Terre et Biens, la transhumance et le dialogue intercommunautaire seront les thématiques abordées.

Des avancées concrètes dans plusieurs villes

Dans plusieurs villes, la facilitation du dialogue intercommunautaire a eu un impact positif en permettant un rapprochement palpable entre les populations. C'est le cas de Boda, l'une des villes de la préfecture de la Lobaye les plus touchées par la crise en 2014. Après de nombreuses pertes en vies humaines et matérielles, l'instauration de la « ligne rouge » entre l'enclave musulmane et les quartiers à dominance chrétienne, les sessions de médiation et de facilitation de dialogue ont abouti à la réinstauration de la libre circulation des biens et des personnes. La communauté musulmane qui vivait en enclave depuis janvier 2014, a désormais accès à l'hôpital sous-préfectoral. Les échanges commerciaux ont repris entre les communautés. Cette confiance retrouvée a entraîné une réduction appréciable de la violence armée. Elle a favorisé le début d'un retour à une cohabitation pacifique.

Dékoa, dans la Nana Gribizi, est devenu un modèle de cohabitation pacifique entre les communautés. Après plusieurs sessions de facilitation de dialogue, les enfants, musulmans et chrétiens, fréquentent les mêmes écoles. Les femmes, chrétiennes et musulmanes, travaillent ensemble dans les activités de *Cash For Work* initiées par les organisations humanitaires. De nouveau, la communauté musulmane a accès au centre de soins et au marché situés dans les quartiers chrétiens. Pour couronner cette réussite, les représentants des communautés ont mis en place un mécanisme de prévention des crises.

A Berberati également, les déplacés musulmans du site de l'évêché ont regagné leur quartier d'origine de Potopoto. A ce jour, la communauté musulmane accède au centre de santé et aux commerces. Les sessions de dialogue ont également facilité le retour progressif des réfugiés du Cameroun et de la République démocratique du Congo (RDC).

16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes. Ce que vous devez savoir

Qu'est-ce que la violence contre les femmes ? Les violences contre les femmes sont définies dans la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes de 1993. Il s'agit de « tous actes de violence dirigés contre le sexe féminin, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques ».

Qu'est-ce que le genre? Le genre fait référence aux rôles sociaux des femmes et des hommes tels qu'ils leur sont attribués sur la base de leur sexe. Les rôles masculins et féminins varient selon le contexte socio- économique, culturel et politique. Ces rôles sont acquis. Ils sont aussi influencés par d'autres facteurs dont la classe sociale, la race, l'ethnie et l'âge.

Quelles sont les conséquences des différences socialement construites entre les femmes et les hommes? L'une des graves conséquences est la discrimination contre les femmes. La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), adoptée le 18 décembre 1979 par l'Assemblée générale de l'ONU, dans son préambule, reconnaît l'existence d'une discrimination généralisée contre les femmes. Elle souligne qu'une telle discrimination viole les principes de l'égalité des droits et du respect de la dignité humaine. L'article premier définit la discrimination comme étant « toute distinction, exclusion ou restriction fondée sur le sexe dans les domaines politiques, économique, social, culturel et civil ou dans tout autre domaine ». Dans son article 7, elle demande aux Etats parties de prendre les mesures appropriées pour éliminer les discriminations à l'égard des femmes dans la vie publique et politique, et dans des conditions d'égalité avec les hommes.

Quelques exemples de discrimination contre les femmes. Les salaires des femmes peuvent être inférieurs à ceux des hommes pour le même travail. Dans beaucoup de pays, les femmes veuves et/ou célibataires n'ont pas accès aux titres fonciers. Beaucoup de femmes et de filles sont victimes de harcèlement sexuel à l'école, à l'université et au travail, dans les administrations publiques et privées.

Que fait OCHA pour promouvoir l'égalité des sexes? OCHA a pris en 2012 sept engagements concernant l'égalité de genre dont : l'intégration du genre dans la programmation et la réponse humanitaire, la lutte contre les exploitations et abus sexuels, l'appui à l'utilisation de la notation de genre pour les projets humanitaires et l'intégration du genre dans les outils de plaidoyer et de communication. La notation de genre est un outil permettant de noter un projet humanitaire sur une échelle allant de 0, 1,2a et/ou 2b, en fonction de sa capacité à assurer aux femmes, filles, garçons et hommes un bénéfice égal, ou à faire progresser l'égalité des sexes.

Le Père Noël veille aussi sur les enfants déplacés

Les enfants sont de ceux qui ont le plus souffert de la crise en Centrafrique. Déplacés sur des sites avec leurs familles, ils ont perdu toutes les prérogatives que leur confère de l'enfance. Afin de leur donner un peu de réconfort, Sidney Elvis Hervé Gosse-Bouzo a commencé par leur offrir des chansons de sa propre composition. Parfois, pour partager leurs souffrances, il lui est arrivé de dormir sur le site de M'Poko. De fait, il connaît les conditions de vie des enfants, privés d'éducation et de loisirs. En 2014 avec l'appui de compatriotes vivant en France, l'artiste finira par transformer son initiative en Organisation non gouvernementale (ONG), «Tous humains et solidaires».

L'ONG intervient dans le domaine de l'éducation et la scolarisation des enfants vulnérables dans les sites de déplacés à Bangui. Sa toute première activité a été une distribution des cadeaux de Noël à 300 orphelins identifiés sur le site de M'Poko en 2014. A cette occasion, l'organisation avait également distribué des vivres et une assistance financière aux enfants placés en familles d'accueil. «Tous humains et solidaires » avait

été touché par le sort des enfants isolés qui vivaient d'expédients pour survivre. Pour se nourrir, certains étaient contraints d'errer dans les rues à la recherche d'un ersatz de repas. Dans ces conditions, beaucoup ont été victimes d'abus sexuels. Afin de les sensibiliser à leurs droits, l'ONG a mené des campagnes auprès des enfants. Devenus conscients de la situation anormale qu'ils vivaient, certains ont accepté de reprendre leurs études grâce d'un appui financier de l'ONG.

Afin de leur permettre de poursuivre une scolarité dans de bonnes conditions et les aider à maintenir un bon niveau scolaire, «Tous Humain et Solidaire » a ouvert une maison de la culture des enfants. Dotée de livres pour plusieurs disciplines, la maison a redonné le goût de la lecture aux enfants.



RCA, Bangui Décembre 2015, L'ONG "Tous Humains et solidaires" célèbre la fête de Noël avec les enfants déplacés de M'Poko. Source: ONG "Tous Humains et solidaires".

Au centre, un pédopsychiatre aide les enfants à sortir des traumatismes subis. Un spécialiste de médecine générale veille également à la santé des enfants. Les enfants séropositifs ou atteints d'autres maladies chroniques sont quant à eux référés dans des ONG partenaires œuvrant dans le domaine de la santé pour leur prise en charge.

«En 2017, nous comptons étendre nos activités à l'intérieur du pays. Nous souhaitons également ouvrir des antennes dans les 8^e, 7^e et 3^e arrondissements de Bangui. Il s'agit de quartiers de retour où les enfants doivent également être suivis après avoir passé plusieurs années sur des sites de déplacés», a confié le Coordonnateur de l'ONG, Sidney Elvis Hervé Gosse-Bouzo. Pour la célébration de la fête de Noël 2016, 200 enfants ont été déjà identifiés sur le site de M'Poko. 100 autres enfants seront identifiés parmi ceux dont les parents ont déjà quitté le site. Ces enfants recevront des cadeaux de Noël et des vivres, le 24 décembre 2016.

Contactez «Tous humains et solidaires» à l'adresse suivante : sid_bouz@hotmail.fr. Tel : +236 75 55 58 36

Brèves

La Centrafrique ne doit pas être une crise oubliée

En visite en République centrafricaine du 4 au 6 décembre 2016, les Directeurs des secours d'urgence du Comité permanent inter-organisations (IASC) et du Groupe des Nations Unies pour le développement pour la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ont réitéré leur volonté de soutenir le pays. Après la Conférence des bailleurs de la RCA tenue à Bruxelles le 17 novembre dernier, l'objectif principal de cette mission conjointe était de définir une nouvelle méthode de travail pour répondre à une crise humanitaire de plus en plus oubliée. La nouvelle approche devrait inclure une synergie plus forte entre la réponse humanitaire et les exigences du redressement de la Centrafrique. En effet, plus de deux millions de Centrafricains ont encore besoin d'assistance humanitaire. Par ailleurs, le pays fait toujours face à une multitude de défis complexes et corrélés d'où la nécessité d'un engagement accru et un soutien concerté de la part de la communauté internationale.



©: PNUD. Alpha S. Ba. Site des déplacés de M'Poko, Bangui (5 décembre 2016) - John Ging, Directeur des opérations d'OCHA visite le site avec le représentant des déplacés, Bertin Botto

«La RCA est une crise oubliée. Notre rôle est de nous assurer de mobiliser suffisamment d'appui aux niveaux international et régional en faveur de la crise humanitaire et du développement » a déclaré John Ging, Directeur des opérations d'OCHA

Pour une synergie plus importante entre l'humanitaire et le développement

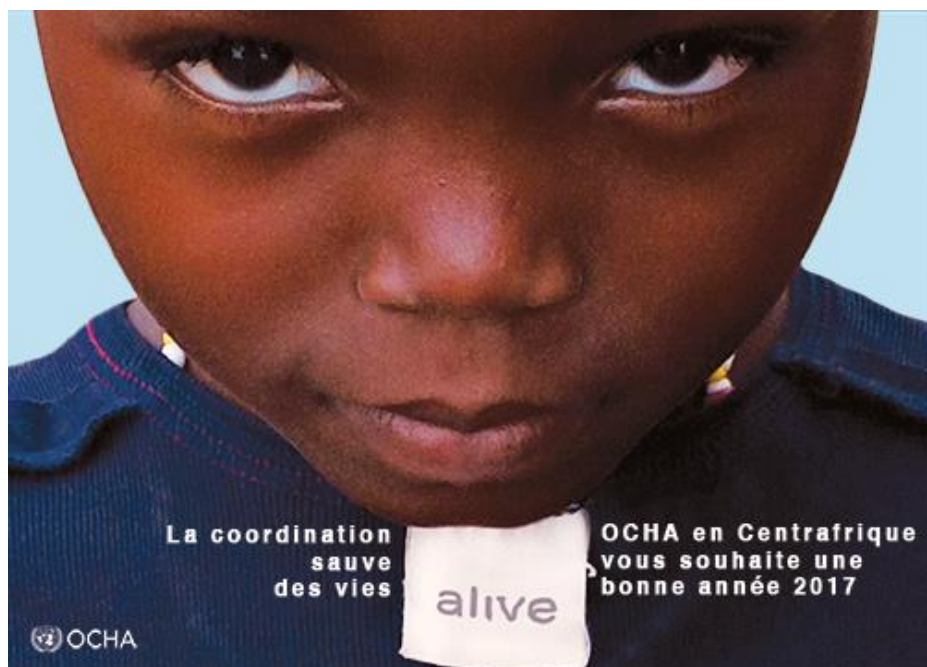
Après une visite de terrain à Bangui, notamment aux sites de déplacés de M'Poko, de la Mosquée centrale, au quartier de retour de Boeing, et à Kaga Bandoro, la mission a constaté que les efforts humanitaires doivent être non seulement maintenus mais soutenus. Ils doivent aussi appuyer le développement à long terme avec le déploiement des services sociaux de base vers l'intérieur du pays et l'établissement de conditions pour le redémarrage de la vie économique. L'action humanitaire doit aussi participer au renforcement des capacités nationales et s'inscrire dans un cadre général respectueux des droits de l'Homme et de la justice. Ce cadre doit également prendre en compte la lutte contre l'impunité, la promotion de la justice, y compris la justice sociale, dans l'accès aux services de base, à la formation et à l'emploi.



©OCHA. Yaye N. SENE. Site des à Batangafo, (16 décembre 2016) – Visite du Coordonnateur humanitaire à des familles peules déplacées

Visite du Coordonnateur Humanitaire à Batangafo

Le Coordonnateur humanitaire, Fabrizio Hochschild, s'est rendu le 16 décembre à Batangafo dans la préfecture de l'Ouham où l'on compte encore 24 122 déplacés depuis la crise qui a touché la RCA en 2013. Cette visite avait pour objectif d'appréhender les conditions de vies des déplacés, de prendre acte de l'impact de la réponse humanitaire et l'étendu des besoins. Elle intervient également quelques semaines après le retour des humanitaires dans la sous-préfecture suite à une suspension temporaire de leurs activités en raison d'attaques qui ont ciblé particulièrement leurs installations. Une attaque plus récente avait été enregistrée la semaine dernière.



Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Joseph Inganji, Chef de Bureau, inganji@un.org, Tel. (+236) 70738730

Yaye Nabo Sène, Cheffe, Section Information publique, seney@un.org, Tel. (+236) 70087565

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes: www.unocha.org/car | www.unocha.org | www.reliefweb.int